



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n°2016 - 0069

**Arrêté préfectoral complémentaire du 16 JUL. 2019**  
**portant changement de l'exploitant et prescriptions de mesures correctives**  
**suite à l'incendie du 27 mars 2019 sur le site de la fonderie exploitée par la**  
**SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE, 1 rue Louis Gélis**  
**sur la commune de SAINT-JUÉRY(81160)**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016, portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 juin 2019 portant délégation de signature à Monsieur Michel LABORIE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux des 17 octobre 1991, 6 février 2002 et 05 janvier 2010 autorisant l'exploitation par la société SOFUAL d'une fonderie d'aluminium située 1 rue du Sabot sur la commune de SAINT-JUÉRY (81160) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 avril 2012 relatif à l'exploitation par la société SOFUAL d'une fonderie d'aluminium sur la commune de SAINT-JUÉRY (81160) ;
- Vu** la demande de changement d'exploitant en date du 1<sup>er</sup> avril 2019, introduite par la SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE, pour reprendre les activités de la société SOFUAL ;
- Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 8 avril 2019 actant le plan de cession de la société SOFUAL au profit de la SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE ;
- Vu** l'incendie qui s'est déclaré le 27 mars 2019 vers 15 h 45 sur le site de la fonderie exploitée par la SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE à SAINT-JUÉRY ;
- Vu** les constats de l'inspection des installations classées sur site en date du 28 mars 2019 ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'unité interdépartementale Tarn/Aveyron de la DREAL en date du 13 juin 2019 ;
- Vu** l'absence d'observation du demandeur sur le projet d'arrêté dans le délai imparti.

**Considérant** que la SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE dispose des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation et à la remise en état du site en cas de cessation d'activité ;

**Considérant** que les circonstances de l'incendie et les moyens déployés pour contenir l'incendie survenu, nécessitent la prescription de certaines mesures correctives et préventives pour éviter un nouvel incendie ou d'en limiter la gravité.

*sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn ;*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE dont le siège social est situé au 991 route du Dauphiné, 69124 COLOMBIER-SAUGNIE, est autorisée à reprendre l'exploitation de l'activité d'affinage et de recyclage des métaux de la SARL SOFUAL MÉTALLURGIQUE DU TARN sise au 1 rue Louis Gélis sur le territoire de la commune de SAINT-JUÉRY.

Toutes les autres dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés sont transférées au nouvel exploitant.

### **Article 2 : MESURES SUITE A L'INCENDIE DU 27 MARS 2019**

La société ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE exploitant une fonderie sur le site sis au 1 rue Louis Gélis sur la commune de SAINT-JUÉRY doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'effectuer un retour d'expérience de l'incendie constaté le 27 mars 2019.

À cet effet, les mesures suivantes doivent être prises à la notification de cet arrêté préfectoral :

- la mise en place d'une réserve de sable de 60 tonnes minimum au niveau de l'aire d'entreposage des déchets ;
- la réception du magnésium uniquement sous emballage conditionné et en volume unitaire par emballage inférieur à 1 m<sup>3</sup> ou 300 kg dans un local à l'abri des intempéries ;
- la transmission, sous 6 mois, d'une étude qualitative sur les risques liés au feu de magnésium (typologie des produits, risques associés, toxicité des fumées, ...) ;
- la livraison de magnésium en copeaux ou tournures est interdite.

### **Article 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 4 : PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement,

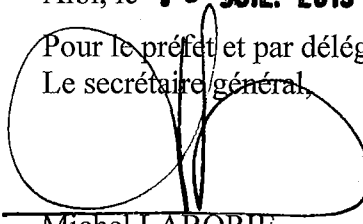
1. une copie de l'arrêté complémentaire est déposée à la mairie de SAINT-JUÉRY et peut y être consultée ;
2. un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-JUÉRY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspection en charge des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de SAINT-JUÉRY, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE – 1 rue Louis Gélis - 81160 SAINT-JUÉRY.

Albi, le **16 JUL. 2019**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Michel LABORIE

